



ASIA CENTRE
centreasia.eu

La Corée du Sud veut exporter un modèle de développement : le cas du mouvement Saemaul

notion

Antoine Bondaz et Léonie Allard
Juillet 2014

En 2010, la Corée du Sud est devenue le 24^e membre du Comité d'assistance au développement (CAD) de l'OCDE et, par la même occasion, le premier État à passer du statut de bénéficiaire de l'aide internationale à celui de donateur, depuis la création de ce comité, en 1961. En l'espace d'un demi-siècle, la Corée du Sud a réalisé le « miracle de la rivière Han ». Ravagée par la guerre et avec un PIB inférieur à celui de la République démocratique du Congo dans les années 1960, la Corée du Sud est devenue la quinzième puissance économique mondiale.

En 2010, Séoul a accueilli le sommet du G20, une première pour un pays non membre du G8, au cours duquel un plan d'action pluriannuel sur le développement a été adopté. Ce plan soulignait notamment que le partage de diverses expériences relatives au développement jouait un rôle crucial dans la formulation de solutions efficaces pour le développement¹. Cette notion de partage d'expériences est aujourd'hui mise en avant par la Corée du Sud, comme le montre le dernier discours du ministre des Affaires étrangères

Yun Byung- se lors de la 68^e session de l'Assemblée générale des Nations unies, le 27 septembre 2013².

La stratégie coréenne permet au pays de se différencier des traditionnels pays contributeurs d'aide publique au développement (ADP) en insistant avant tout sur sa propre expérience.

La Corée, pays ayant fait face aux enjeux du développement économique dans les dernières décennies, tente ainsi d'exporter son modèle en la matière en s'appuyant sur des institutions regroupées au sein du programme de partage de connaissances (*Knowledge Sharing Program*, KSP), et s'inspirant du modèle du « mouvement Saemaul » de modernisation des campagnes coréennes dans les années 1970. Ce mouvement fait par ailleurs l'objet de nombreuses critiques en Corée, pour son rôle dans le renforcement du régime autoritaire de Park Chung-hee et de Chun Doo-hwan, ce qui pose la question de sa mise en œuvre dans des pays tiers alors que l'impératif de respect des droits fondamentaux est un principe fondamental de l'APD contemporaine.

71 boulevard Raspail
75006 Paris - France
Tél. : +33 1 75 43 63 20
Fax. : +33 1 75 43 63 23
www.centreasia.eu
contact@centreasia.eu
siret 484236641.00029

¹ Ce point a également été mentionné dans le partenariat global pour une coopération pour un développement effectif, dit partenariat de Busan, adopté à la suite du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide au développement, tenu à Busan en 2011.

² <http://www.un.org/fr/ga/68/meetings/gadebate/27sep/repkorea.shtml>.



Le partage d'expériences comme moteur de développement

Reprenant les conclusions du rapport de l'OCDE, *L'économie fondée sur le savoir*, de 1996, la Banque mondiale, dans son rapport sur le développement mondial 1998-1999, estimait que « la connaissance, non le capital, était la clé d'un développement économique durable et de l'amélioration des conditions de vie ». La Banque mondiale mettait parallèlement en place de nombreux projets de partage de connaissances et d'expériences afin de favoriser le développement économique de pays-cibles (programme de 220 millions de dollars de 1997 à 2002) à travers trois projets structurants : Development Gateway, Global Development Learning Network (GDLN) et Global Development Network (GDN). Dès 2004, la Banque asiatique de développement mettait également en place un Cadre pour le management des connaissances et expériences.

La Corée s'est inscrite dans la même logique avec la création, en 2004, du Programme de partage de connaissances (*Knowledge Sharing Program*, KSP), qui vise à faire partager l'expérience coréenne à des pays tiers. Sous la tutelle du ministère de la Stratégie et des Finances, le programme s'articule autour de trois axes, chacun piloté par une institution : un programme bilatéral de « consultation des politiques » visant à fournir des recommandations politiques à des pays tiers et à leur demande, piloté par l'Institut national du développement de Corée (KDI, Korea Development Institute)³ ; un programme multilatéral de conseil aux organismes financiers internationaux piloté par la Banque d'import-export de Corée (Kexim)⁴ ; et un programme de production de savoirs visant à présenter l'expérience coréenne vis-à-vis de son propre développement piloté par l'école du KDI (KDI School)⁵. Le KSP a été désigné comme l'un des dix projets clés pour la promotion de l'image de marque nationale coréenne en 2009 par le Président Lee Myung-Bak⁶.

³ Entre 2004 et 2012, la « consultation des politiques », consistant en la visite d'experts coréens dans des pays tiers, puis la production d'un rapport de recommandations politiques, a permis de conseiller 107 pays sur plus de 440 thèmes.

⁴ La Kexim a notamment conclu des partenariats avec la Banque africaine de développement en 2010 ; la Banque asiatique de développement, la Banque interaméricaine de développement, la Banque mondiale et la Banque européenne de reconstruction et de développement en 2011 ; la Banque de du Sud (banque de l'Amérique latine du développement) et l'OCDE en 2012.

⁵ Créé en 2011, le programme se concentre sur l'expérience coréenne de développement économique dans huit domaines que sont l'économie générale, l'administration, les TIC, les industries agricole et halieutique, la santé et les soins médicaux, l'énergie industrielle, les ressources humaines, la construction sur le territoire national et l'environnement. Les dossiers techniques publiés concernent ainsi la création des établissements d'enseignement secondaires en Corée, la création du Korea Education Broadcasting System ou encore le modèle coréen de protection du patrimoine culturel.

⁶ Antoine Bondaz et Olivia Ih-Prost, « La Corée du Sud tente d'améliorer son image de marque nationale », *Korea Analysis*, n° 1, Asia Centre, janvier 2014.

Le mouvement Saemaul dans les années 1970 : un modèle mis en avant par le gouvernement coréen

Ces institutions sont complétées par la volonté des gouvernements conservateurs successifs d'exporter ce qu'ils présentent comme un modèle de développement à même d'être transposé dans les pays les plus pauvres et ruraux. Le mouvement Saemaul (littéralement « Nouveau Village ») est en effet un programme de modernisation des campagnes lancé par le Président Park Chung-hee à la suite d'un discours tenu à Busan, le 22 avril 1970. Son objectif était de développer les zones rurales coréennes tout en limitant l'accroissement des inégalités entre villes et campagnes, dans un contexte national d'industrialisation et d'urbanisation.

Sous le triple slogan « assiduité, entraide et coopération » (*geunmyeon, jaju, hyeopdong*), le mouvement visait à responsabiliser les communautés rurales afin qu'elles soient garantes de leur propre développement. Le gouvernement apportait une aide matérielle (principalement sous forme de matériaux de construction ou de biens d'équipement), technique, financière et administrative. Cependant, à l'inverse des campagnes de mobilisation nord-coréennes, la participation était volontaire. De plus, la prise de décision fortement décentralisée et le choix des axes de développement revenaient aux communautés, regroupées sous la responsabilité d'un leader. Chaque village disposait ainsi d'une aide matérielle et pouvait en disposer à sa guise afin de se développer⁷. Durant la période 1970-1979, le revenu moyen des ménages ruraux coréens est ainsi passé de 825 dollars à 4 602 dollars, tout en permettant, sur un plan social, l'accroissement du rôle des femmes dans les campagnes. C'est bel et bien cette apparente réussite économique qui est aujourd'hui mise en avant par le gouvernement coréen pour exporter son modèle.

Cependant, de nombreuses critiques sont formulées sur l'objectif réel du mouvement. En effet, le régime de Park Chung-hee s'est vite efforcé d'élargir les objectifs du Saemaul au développement du pays dans son ensemble, y compris son industrie, tout en limitant la décentralisation et l'autonomie du mouvement. Le mouvement Saemaul a renforcé l'autorité du Président Park Chung-hee, lui permettant notamment, dès 1972, et avec l'apport des populations rurales, de modifier la Constitution afin de pouvoir être réélu à la tête de l'État un nombre illimité de fois. Tous les « leaders » du Saemaul formés par le gouvernement étaient, de plus, recrutés parmi les sympathisants de la dictature, et en lien étroit avec l'armée. Le détournement du mouvement Saemaul a été encore un peu plus accentué par la nomination, en 1984, du frère du Président-dictateur Chun Doo-hwan à la tête du Centre national du mouvement Saemaul, créé en 1980, et visant à servir encore d'avantage les intérêts du gouvernement.

⁷ Le lancement du mouvement a correspondu à la distribution de 335 sacs de ciments par l'État à chacun des 33 267 villages du pays, en octobre 1970.

La volonté d'internationaliser le mouvement dans les années 2000

Alors que le mouvement s'était essouffé à la suite de l'assassinat de Park Chung-hee en 1979, les années 2000 ont été synonymes d'une exportation progressive du modèle, premièrement sous l'impulsion du Centre du mouvement Saemaul de Corée, ONG reconnue par le département de l'information des Nations unies en 2000, puis en raison d'une forte volonté manifestée par le gouvernement sous les administrations conservatrices comme moyen de se différencier des pays traditionnels contributeurs d'APD.

Les organisations internationales ont fait part de leur intérêt pour la mise en œuvre d'une partie de ces projets. En 2001, la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique (UN Economic and Social Commission for Asia and the Pacific, Unescap) menait ses premiers projets pilotes Saemaul au Vietnam, au Laos et au Cambodge. En décembre 2008, la Banque mondiale et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (Cenua) reconnaissaient le programme Smart (Sustainable Modernization of Agriculture and Rural Transformation), basé sur le modèle coréen du mouvement Saemaul, comme un exemple efficace de développement rural. Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (United Nations World Food Program, UNWFP) signait en mai 2011 un protocole d'entente avec le gouvernement coréen pour se charger du projet Saemaul (Nourriture pour les nouveaux villages), au Rwanda et au Népal.

Le gouvernement conservateur au cœur de la promotion du mouvement Saemaul

En 2011, le mouvement Saemaul est devenu officiellement le modèle de référence pour l'APD coréenne, alors que le Président Lee Myung-bak fixait au 22 avril l'anniversaire de ce mouvement. L'administration de Park Geun-hye a renforcé les efforts de son prédécesseur. En septembre 2013, un protocole d'accord a notamment été signé avec le Programme des Nations unies pour le Développement (Pnud), pour la promotion et l'expérimentation par celui-ci du mouvement Saemaul.

Le budget accordé par le gouvernement à l'exportation du mouvement Saemaul a augmenté de 36 % en 2014 par rapport à l'année précédente. À la suite de la décision de la Commission coréenne pour la coopération et le développement international de lancer l'initiative mouvement Saemaul-APD en mars 2014, afin d'exporter le modèle coréen, le gouvernement s'est engagé à verser, durant la période 2014-2019, des subventions directes de 24,4 milliards de wons (17,5 millions d'euros) à cinq pays asiatiques, Birmanie, Laos, Népal, Vietnam et Cambodge, et à quatre pays africains, Rwanda, Ouganda, Mozambique et Éthiopie. Le Premier ministre Chung Hong-won avait à l'occasion souligné la nécessité, pour le programme Saemaul, de s'adapter aux spécificités locales tout en gardant la notion d'autonomie des différents projets.

De plus, le gouvernement a alloué 39 millions d'euros au Fonds pour la coopération pour le développement économique (EDCF) et à l'Agence coréenne de

développement international (Koica) pour la promotion de ce modèle pour l'année 2014. Cette année, la Koica prévoit également des sessions de formation à travers 17 cursus visant la formation de 356 « leaders de communautés ». À titre d'exemple, un double master « administration publique et études du Saemaul » sous-titré « Le leadership dans les communautés de développement » est proposé à des cadres administratifs des pays en développement. Enfin, le plus grand projet à ce jour concerne l'exportation au Cambodge du modèle Saemaul, avec la signature, en février 2014, d'un traité de coopération (Self-Supporting Rural Development Project with Saemaul Undong's Participatory Approach) visant à financer la mise en pratique du mouvement dans 30 villages pour une somme totale de 8 millions de dollars.

Un modèle critiqué en Corée et difficilement exportable

La première limite à l'exportation du modèle Saemaul est son passé politique en Corée. Si les gouvernements conservateurs mettent en avant ce modèle pour son efficacité économique, ils font l'impasse sur le fait qu'il a permis de renforcer la dictature coréenne, limitant ainsi toute tentative de démocratisation. Alors que la Corée démocratique essaye désormais d'exporter un modèle économique, il est difficile de mettre de côté les implications politiques de celui-ci alors que le respect des droits fondamentaux est un aspect essentiel des standards internationaux en termes d'APD. De plus, la Présidente Park-Geun-hye étant la fille du dictateur Park Chung-hee, elle est jugée partiellement responsable de la politique de son père par l'opposition, ce qui complique sa communication politique en Corée.

En outre, selon Lee Tae-joo⁸, professeur d'anthropologie à l'université de Hansung et surtout président de l'ONG ODA Watch (Surveillance APD), le modèle coréen du mouvement Saemaul ne peut pas s'exporter aussi facilement. Tout d'abord, Lee estime que la Corée est une nation ethniquement homogène avec un État fort, ce qui n'est pas le cas de nombreux pays-cibles de l'ODA coréenne. Dans certains pays africains, notamment, les formes traditionnelles de leadership sont celles de chefs de tribu ou de village, qui s'appuient notamment sur une possession communale des terres. À l'inverse, le Saemaul a consisté en la nomination de leaders de communautés et en la répartition des terres à titre gracieux.

Par ailleurs, Lee Tae-joo explique que le contexte politique et économique a été un facteur primordial pour la réussite du mouvement : les États-Unis protégeaient le régime sud-coréen tout en ouvrant totalement leur marché intérieur aux produits coréens, notamment durant la guerre du Vietnam, permettant ainsi au pays de se concentrer sur son développement économique. En parallèle, la Corée du Sud recevait une aide au développement massive en provenance du Japon après la normalisation des relations diplomatiques bilatérales en 1965.

L'inscription du patrimoine documentaire, « Les archives de Saemaul Undong (mouvement de nouvelles communautés) », propriété de l'État coréen, au registre

⁸ Chung Min-Uck, « Le mouvement mondial pour le Saemaul mis en doute », *The Korea Times*, 4 novembre 2013.

Mémoire du monde de l'Unesco en 2013, a permis au gouvernement coréen d'insister sur l'importance de son propre modèle de développement. Cependant, son exportation et sa mise en pratique dans des pays tiers ne sont encore qu'expérimentales ou menées à très petite échelle, ce qui ne permet pas encore de parler d'un modèle proprement coréen d'APD. Or, l'enjeu, pour la Corée du Sud, réside dans la reconnaissance d'un modèle coréen de développement à même de concurrencer les modèles traditionnels présentés par les pays contributeurs d'APD, notamment les États-Unis mais aussi le Japon, en évitant que ce modèle soit associé par la communauté internationale à ses dérives du passé.

Egalement dans la collection électronique d'Asia Centre :

Dossier « L'aide publique au développement : un modèle coréen ? » dans le numéro 3 de *Korea Analysis* paru en juin 2014 :

- BONDZ Antoine, « Kim Young-mok : La Corée a besoin d'aller encore plus loin en matière d'aide publique au développement » ([lire](#))
- LEVEAU Arnaud « L'APD coréenne vers l'Asean : le Vietnam, principale destination » ([lire](#))

Sur l'exportation du modèle culturel coréen :

LEE Kil-ho « Hallyu en question : les discours 'critiques' sur l'expansionnisme culturel sud-coréen » ([lire](#))